

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 20 avril au 24 avril 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Éthiopie** : Participation d'une délégation du MEDEF-i au forum d'affaires UE-Éthiopie
- ❖ **Rwanda** : Émission d'une obligation liée au Développement Durable (SLB)
- ❖ **Soudan** : Troisième année de guerre sans perspective de sortie

LE CHIFFRE A RETENIR

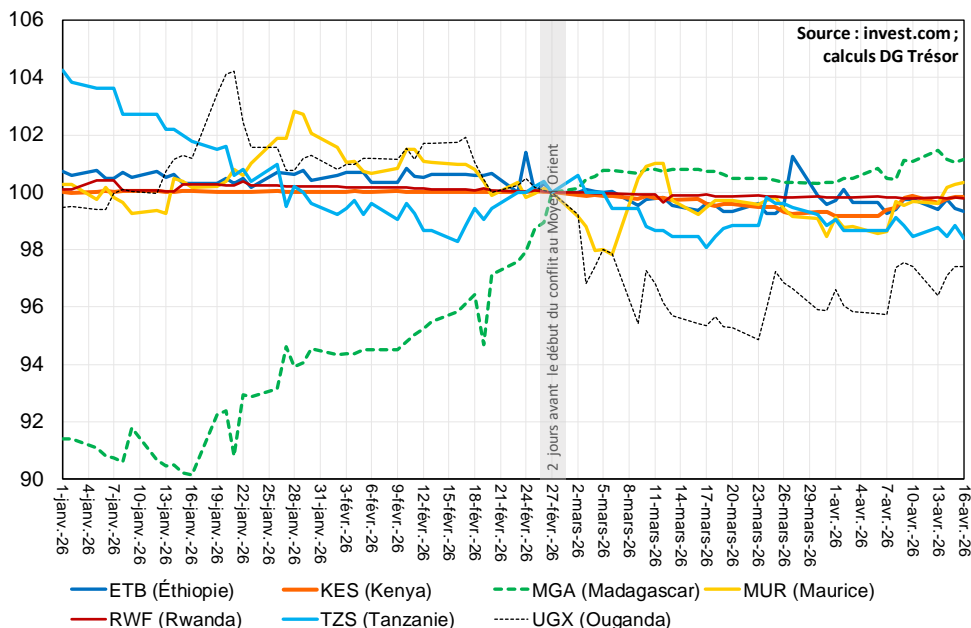
140 M EUR

ÉTHIOPIE: LE MONTANT DU DEBLOCAGE
IMMEDIAT DE L'UNION EUROPEENNE EN
APPUI BUDGETAIRE DIRECT

Le graphique de la semaine

AEOI : évolution des monnaies depuis le début du conflit au Moyen-Orient

- USD par unité de monnaie locale, 26 février = Base 100 -



L'utilisation d'une base 100 à la date du conflit permet de comparer l'évolution des monnaies entre elles, indépendamment de leur niveau de départ.

Les monnaies de la région AEOI sont sous tension, le conflit au Moyen-Orient renchérissant les importations et pesant sur les entrées de devises (incertitudes sur le tourisme, risques sur les transferts de fonds), ce qui creuse les déficits extérieurs et accentue les pressions de change. Depuis le déclenchement du conflit fin février (base 100), elles apparaissent toutefois globalement stables et résilientes. Le shilling kényan, après une légère phase de tension, s'est rapidement stabilisé. Le franc rwandais, la roupie mauricienne et le birr éthiopien évoluent dans des marges étroites, tandis que le shilling tanzanien et surtout le shilling ougandais ont subi des pressions plus marquées, mais restent globalement solides. Cette stabilité s'appuie notamment, selon les cas, sur l'utilisation des réserves de change pour intervenir sur le marché des changes et soutenir la monnaie.

REGIONAL

AEOI : des perspectives de croissance résilientes en 2026 malgré des risques externes accrus liés aux tensions au Moyen-Orient

Dans sa dernière publication [Macro Poverty Outlook](#), la Banque mondiale souligne des perspectives de croissance globalement résilientes en 2026 pour la région AEOI, bien que dépendantes de l'évolution de l'environnement international. Plusieurs économies conserveraient un rythme élevé (Éthiopie : +8,0 % ; Rwanda : +7,2 % ; Ouganda : +6,8 %), tandis que d'autres affichent des trajectoires plus modérées mais robustes (Tanzanie : +6,1 % ; Kenya : +4,4 %). Enfin, certaines économies croîtraient à un rythme plus faible, notamment les économies insulaires (Seychelles : +1,1 % ; Maurice : +2,5 % ; Madagascar : +3,8 %). La Banque mondiale met en avant des risques externes importants, en particulier liés aux tensions au Moyen-Orient. Une hausse durable des prix de l'énergie pourrait peser sur les équilibres extérieurs et l'inflation, tandis que les incertitudes sur le tourisme (Seychelles, Kenya, Tanzanie, Maurice) et les transferts de fonds en provenance du Golfe, constituent des facteurs de vulnérabilité.

BURUNDI

Publication de la programmation budgétaire et économique pluriannuelle

Le 10 avril 2026, le ministre des Finances Alain Ndikumana a présenté à l'Assemblée nationale le document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle du Burundi, mettant en évidence une hausse des recettes, des dépenses, du déficit et de la dette publique. Les recettes sont passées de 2 022,5 Md BIF (678 M USD) en 2022/23 à 2 916,1 Md BIF (977 M USD) en 2024/25, soutenues par des réformes fiscales, notamment la numérisation des systèmes fiscaux et douaniers ainsi que l'introduction de nouveaux prélèvements. Toutefois, le ratio recettes fiscales/PIB a reculé à 16,8 % (contre 18,4 %), dans un contexte de contraintes économiques. Les dépenses ont fortement augmenté, en particulier les dépenses courantes liées aux réformes salariales et au règlement des arriérés, ainsi que les investissements en capital dans de grands projets d'infrastructures. Le déficit budgétaire s'est établi à -7,6 % du PIB,

principalement financé au niveau domestique. La dette publique est passée de 5 540,4 Md BIF (1,86 Md USD) à 8 101,2 Md BIF (2,71 Md USD), dominée par la dette intérieure. Le gouvernement a réaffirmé son engagement à renforcer la mobilisation des ressources et la gestion budgétaire.

COMORES

Signature du plan de travail annuel 2026 des Nations Unies

Le plan de travail annuel 2026 du système des Nations Unies (SNU) a été signé le 20 avril à Moroni par le ministre de l'Économie, Moustoifa Hassani Mohammed, et le coordinateur résident du SNU, James Bot. Il prévoit la mise en œuvre de 330 interventions pour un budget total de 13 Md KMF (32,9 M USD), en légère baisse par rapport à 2025 (-3,2 %). Les actions prévues se concentrent principalement sur le développement durable et l'environnement, qui représentent 46 % des interventions et 47 % du budget, avec un accent sur la préservation de la biodiversité, l'accès à l'eau, le développement des énergies renouvelables et la résilience climatique. Le volet économique inclut des initiatives liées à la mise en œuvre de la ZLECAF, à l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, ainsi qu'au développement de l'économie bleue. Le plan du SNU confirme le rôle structurant de l'appui multilatéral dans le financement des politiques publiques comoriennes, malgré une légère contraction des ressources mobilisées en 2026.

ÉTHIOPIE

Participation d'une délégation du MEDEF international au forum d'affaires UE-Éthiopie

Une délégation du MEDEF international a participé au forum d'affaires EU-Ethiopie organisé du 20 au 22 avril 2026 à Addis Abeba. La délégation comprenait des entreprises opérant dans les secteurs du transport, de la logistique, de la communication satellite, de l'électricité, de l'aéronautique et de l'ingénierie. En marge du Forum des affaires, la délégation, menée par Gérard Wolf, Vice-Président du Comité Afrique du MEDEF, a échangé avec la vice-ministre des Finances. Les discussions ont porté sur la coopération dans les transports (notamment ferroviaire et urbain), les infrastructures numériques et le développement

industriel. De nouvelles opportunités ont également été évoquées, notamment dans la connectivité satellitaire, la formation dans le secteur aéronautique et de potentielles activités industrielles. Ces échanges s'inscrivent dans la volonté de l'Éthiopie d'attirer davantage d'investissements privés et de renforcer ses partenariats économiques avec la France.

L'UE reprend officiellement son aide budgétaire direct à l'Éthiopie

L'Union européenne a officiellement repris son soutien budgétaire direct à l'Éthiopie, suspendu depuis 2020, marquant un tournant dans un partenariat stratégique de longue date. Cette reprise se traduit par le déblocage immédiat de plus de 140 M EUR en appui au budget national. Ce financement s'inscrit dans un plan d'action annuel de 240 millions d'euros visant à soutenir la gouvernance, la santé et la croissance économique. Les fonds cibleront notamment le programme RISED, qui a déjà bénéficié à 4 millions de personnes grâce à la modernisation des réseaux de transport électriques et au déploiement de la fibre optique. En parallèle, un programme de 150 M EUR pour l'économie numérique a été lancé, tandis que la Banque européenne d'investissement prévoit 130 millions d'euros pour soutenir l'agriculture et les entreprises rurales, en particulier celles dirigées par des femmes.

Adoption du premier cadre juridique sur les indications géographiques

L'Éthiopie a adopté son premier cadre juridique sur les Indications géographiques (IG), une avancée destinée à valoriser ses produits agricoles et à accroître les revenus des producteurs sur les marchés régionaux et internationaux. Ce dispositif permettra de protéger légalement et de valoriser des produits dont la qualité est spécifiquement liée à leur origine, comme le café Sidama, le café Yirgacheffe ou le miel blanc du Tigré. Les autorités estiment que cette réforme aidera les producteurs à mieux valoriser leurs produits, en leur offrant une reconnaissance comparable à celle de références mondiales comme le Champagne ou le Scotch whisky. Le cadre prévoit notamment d'interdire l'usage abusif de ces appellations par des producteurs extérieurs aux zones concernées. Cette initiative s'inscrit dans un contexte de renforcement des normes commerciales, alors que l'Éthiopie poursuit son intégration économique internationale, notamment en vue de son adhésion à l'OMC et de sa

participation à la ZLECAF. Ce cadre juridique est le fruit du projet de développement des IG mis en œuvre par le CIRAD grâce à des fonds français via l'AFD.

KENYA

Visite du Président Ruto en Italie

Le 21 avril 2026, le Kenya et l'Italie ont adopté un plan d'action 2026–2029 dans le cadre du Plan Mattei pour l'Afrique, à l'occasion de la visite du Président kényan W. Ruto en Italie. Lors de cette visite, un financement de 40 M USD du Fonds international de développement agricole (FIDA) pour soutenir le secteur laitier kényan a par ailleurs été octroyé. Le FIDA a également annoncé une deuxième phase de financement de 263 M USD sur trois ans, destinée à appuyer les petits exploitants agricoles et à renforcer le financement et le développement du secteur agricole. La banque Equity a signé un accord de financement de 30 M EUR avec la banque publique italienne *Cassa Depositi e Prestiti (CDP)*. Ce financement vise à renforcer les prêts d'Equity Bank aux micro, petites et moyennes entreprises du secteur agricole, notamment dans les chaînes de valeur de l'élevage, du cuir et du café.

MAURICE

Baisse de la croissance à +3,2 % en 2025

Selon Statistics Mauritius, la croissance du PIB s'est établie à +3,2 % en 2025 (contre +4,9 % en 2024), pour un PIB estimé à 743,2 Md MUR (13,7 Md EUR). Les activités financières et d'assurance constituent le principal moteur de la croissance (0,6 point), devant l'agriculture et la pêche (+8,6 %) et le commerce de gros et de détail (+3,2 %), qui contribuent chacun à hauteur d'environ 0,4 point. L'investissement (FBCF) s'est contracté de -3,1 % en 2025 (contre +8,3 % en 2024), sous l'effet d'un recul plus marqué dans le secteur public (-4,4 %), que dans le secteur privé (-2,8 %). Les perspectives pour 2026 ont été révisées à la baisse dans un contexte d'incertitude lié au conflit au Moyen-Orient. Initialement attendue à +3,4 %, la croissance serait désormais projetée à +3,0 % dans le scénario de référence (fin du conflit d'ici juin 2026), pour un PIB de 792,8 Mds MUR (14,6 Mds EUR), et à +2,3 % dans un scénario dégradé (prolongation du conflit jusqu'à fin 2026). Dans le scénario de référence, la croissance serait notamment portée par l'agriculture

BREVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

et la pêche (+3,7 %) et l'industrie manufacturière (+2,4 %), tandis que la construction resterait en contraction (-1,0 %) et l'investissement repartirait à la hausse (+4,0 %), soutenant la dynamique d'activité.

UGANDA

Préoccupations des acteurs économiques et internationaux suite à l'adoption de la *Sovereign Bill*

Le projet de loi sur la souveraineté, approuvé le 3 avril dernier par l'assemblée à huis clos du *National Resistance Movement (NRM)*, le parti présidentiel, fait polémique. Le texte, qui vise à limiter l'influence étrangère, pourrait peser, au-delà du contrôle des ONG, sur l'activité des bailleurs et des entreprises étrangères. Son interprétation suscite des controverses, en particulier sur la définition d'agents étrangers et des obligations associées, comme la déclaration des remises de fonds de la diaspora, des flux d'investissements des entreprises et des aides étrangères. L'association bancaire a, par exemple, exprimé ses inquiétudes et invité les autorités à exclure les banques du périmètre de la loi. Dans une tribune de presse, le Procureur général s'est voulu rassurant et a indiqué que le dispositif visait uniquement à encadrer l'influence étrangère, en excluant explicitement les flux privés, commerciaux ou familiaux. Le texte sera débattu au Parlement dans les prochains jours.

RWANDA

3^e émission de *Sustainability Linked-Bond*

La Banque de développement du Rwanda (BRD) a enregistré une forte demande pour sa troisième obligation liée au développement durable (SLB), émise le 9 mars 2026 et sursouscrite à 126,2 %. Les souscriptions ont atteint 29,05 Md RWF (22,35 M USD), contre un objectif initial de 23 Md RWF (17,69 M USD), dans le cadre de son programme d'émissions à moyen terme de 150 Md RWF (115,38 M USD), approuvé en 2023 par la Autorité des marchés des capitaux du Rwanda. Compte tenu de cette forte demande, la BRD a exercé son option de surallocation, portant la taille finale de l'émission au niveau des montants demandés. L'obligation sera cotée à la Bourse du Rwanda le 27 avril 2026, permettant sa négociation sur le marché secondaire. Cette opération constitue la 3^e émission de SLB par

la BRD, après deux opérations réalisées depuis 2023 déjà fortement sursouscrites (110,5 % et 130 %), confirmant le recours croissant de l'institution à ce type d'instrument dans sa stratégie de financement.

La BAD finance l'extension du programme de gestion de l'eau de Muvumba

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement a approuvé un financement additionnel de 45,4 M EUR pour soutenir le programme de mise en valeur des ressources en eau de Muvumba. Ce financement, composé d'un prêt concessionnel du Fonds africain de développement et d'un prêt de la BAD, permettra de développer un système d'irrigation résilient au climat couvrant plus de 3000 hectares de terres agricoles. Avec cette contribution, le soutien total du Groupe de la Banque au programme atteint près de 167 M EUR pour un coût global estimé à 176 M EUR. Les travaux de construction du barrage et de la centrale hydroélectrique, composantes majeures du projet, ont débuté en 2023 et ont dépassé la moitié de leur réalisation début 2026. Ce programme vise à soutenir le développement du nexus eau-énergie-sécurité alimentaire, notamment à travers la production d'électricité, l'approvisionnement en eau potable, l'irrigation agricole et le développement d'activités économiques locales. Il devrait améliorer la sécurité alimentaire de plus de 26 000 personnes et générer plusieurs milliers d'emplois.

Distinction du Rwanda par la Banque mondiale pour les performances en capital humain

Cette distinction repose sur les résultats obtenus dans le cadre de l'Indice de capital humain plus (ICH+), qui évalue la capacité des pays à transformer les investissements en santé, éducation et compétences en gains de productivité. Le pays se positionne parmi les économies les plus performantes au regard de son niveau de revenu. Cette reconnaissance met en avant des politiques publiques axées sur l'amélioration de l'accès aux services de santé, le renforcement du système éducatif et le développement des compétences. Elle reflète également une stratégie de long terme visant à placer le capital humain au cœur du développement économique. Les autorités soulignent que ces avancées contribuent à renforcer la compétitivité et à soutenir une croissance inclusive, tout en consolidant la position du pays comme référence en matière de développement humain.

SOMALIE

Signature d'un mémorandum d'entente avec la Chine pour l'utilisation des données satellitaires

Le département de l'Espace et des Satellites de la Somalie et « China's Land Satellite Remote Sensing Application » ont signé un mémorandum d'entente portant sur l'établissement d'une coopération dans l'utilisation des données satellitaires et des systèmes de télédétection. La signature a eu lieu lors de la Conférence spatiale africaine, tenue à Libreville entre le 20 et le 22 avril. Le mémorandum d'entente vise à soutenir l'exploitation des données géospatiales dans les systèmes nationaux en Somalie. Il couvre la surveillance environnementale, la planification des infrastructures, l'évaluation de l'utilisation des terres ainsi que les programmes de développement national.

SOUDAN

Troisième année de guerre sans perspective de sortie

Le 15 avril 2025 marque les trois ans du début du conflit au Soudan, sans perspective de résolution immédiate. Selon les données disponibles, il a entraîné une crise humanitaire majeure et les estimations indiquent que des centaines de milliers de personnes auraient perdu la vie depuis le début des hostilités. L'ONU rapporte que 34 millions de personnes, soit environ 70 % de la population, sont en situation d'urgence humanitaire. Le nombre de personnes déplacées s'élève à 14 millions, dont 4,4 millions se trouvent dans les pays voisins. Le conflit a également eu un impact économique significatif : le PIB du Soudan a reculé de -20,8 % en 2023 et de -23,4 % en 2024. Une [conférence internationale sur le Soudan](#) a été organisée à Berlin le 16 avril 2025 par l'Allemagne, la France, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union africaine et l'Union européenne. Cette conférence fait suite à celles organisées à Paris en 2024 et à Londres en 2025.

Remplacement des billets de banques à Khartoum et à la Gézira

La Banque centrale (CBS) a annoncé la poursuite de l'opération de remplacement des billets de banque, entamée en décembre 2024. Cette nouvelle phase aura lieu entre le 15 avril et le 15 mai et concerne les

États de Khartoum et de la Gézira, qui n'étaient pas couverts lors de la première phase du processus en raison de la situation sécuritaire. La CBS avait décidé de remplacer les billets de banque de 1 000 SDG (plus grande dénomination) et de 500 SDG à la suite de l'apparition en circulation de billets contrefaits, mais également de billets découpés manuellement à partir de planches imprimées, après la prise de l'imprimerie de billets par les Forces de soutien rapide.

SOUDAN DU SUD

43,7 M USD de l'UE pour le développement du secteur agricole

L'Union européenne a mobilisé un financement de 43,7 M USD dans le cadre d'une initiative visant à soutenir le secteur agricole du Soudan du Sud, intitulée « Growth Resilience and Business Innovation ». Lors de l'inauguration du programme à Djouba, le chef de la Coopération européenne a indiqué que le projet vise à soutenir les entreprises émergentes, à travers des dispositifs d'incubation, des programmes d'accélération, ainsi que l'amélioration de l'accès aux marchés et au financement. Le programme cible notamment le développement des chaînes de valeur de plusieurs produits agricoles, notamment le maïs, le sorgho, les arachides et le sésame. Il inclut également le traitement, le stockage et la distribution des intrants agricoles.

SEYCHELLES

Air Seychelles ouvre une liaison saisonnière vers Istanbul pour soutenir la connectivité

Air Seychelles établira une liaison saisonnière entre Mahé et Istanbul du 2 mai au 27 juin 2026, à raison de deux vols hebdomadaires (mardi et samedi). Les vols seront opérés en Airbus A330-300 (249 sièges), loué auprès de HiFly. Cette desserte s'appuie sur un partenariat de partage de code avec Turkish Airlines, permettant des correspondances vers l'Europe. Cette initiative intervient dans un contexte de réduction des capacités via les hubs du Golfe, principaux points d'entrée des visiteurs.

TANZANIE

Air Tanzania ouvre une liaison directe Dar es Salaam-Seychelles avec un Airbus A220-300

À compter du 3 mai, Air Tanzania opérera trois vols hebdomadaires entre Dar es Salaam et l'île de Mahé, faisant des Seychelles la 13ème destination internationale de la compagnie tanzanienne. Les vols seront assurés par un Airbus A220-300, d'une capacité d'environ 130 passagers. La compagnie travaille également sur l'ouverture de plusieurs nouvelles liaisons internationales directes vers le Malawi, le Mozambique, Mayotte, le Rwanda, le Sénégal, la Somalie, le Soudan du Sud et Oman. Elle envisage d'étoffer sa desserte du Kenya en ajoutant Mombasa à son réseau, en complément de Nairobi qui est déjà desservie. Sur le plan domestique, une liaison Dar es Salaam-Seronera, au cœur du Serengeti, est à l'étude.

Pénurie d'engrais dans la région du Kilimandjaro

En dépit de niveaux de précipitations favorables, la saison agricole est menacée par la pénurie d'engrais (urée) que rencontrent les agriculteurs de la région du Kilimandjaro. Ces difficultés d'approvisionnement sont directement liées à la situation au Moyen-Orient dans la mesure où près de 90 % des engrais utilisés par le secteur agricole tanzanien sont importés d'Arabie Saoudite, du Qatar et d'Oman. Dans plusieurs districts — Siha, Hai et Moshi — l'épuisement des stocks contraint les agriculteurs à s'approvisionner à des prix largement supérieurs au tarif subventionné. Un sac de 50 kg d'urée se négocie dorénavant jusqu'à 58 USD, soit le double du prix de 29 USD fixé par l'État. L'Autorité de régulation des engrais a averti les revendeurs pratiquant des prix non subventionnés qu'ils s'exposaient à des suspensions de licence et des poursuites judiciaires. La Tanzanie dépend fortement du secteur agricole, qui représente près de 30 % du PIB et emploie 65 % de la population active.